

*En septembre dernier, Céline Pina, conseillère régionale d'Île-de-France socialiste, dénonçait dans les colonnes du FigaroVox la tenue du Salon de la femme musulmane à Pontoise, et fut menacée d'exclusion du Parti socialiste. Lors d'une interview réalisée le 28 octobre 2015, elle revient pour Nonfiction sur les enjeux de ce débat.*

Ces dernières semaines, vous êtes beaucoup intervenue sur la laïcité et l'Islam ainsi que sur les dérives communautaires et clientélistes de certains responsables politiques. Comment cette prise de parole a-t-elle germé en vous ? Qu'est-ce qui a motivé cette démarche ?

C'est un événement, le salon musulman de Pontoise consacré à la femme, qui m'a mise sous le feu des projecteurs. J'ai été la seule élue à m'indigner des propos inadmissibles tenus par les prédicateurs invités, justifiant le viol des femmes, traitant la femme non voilée de fornicatrice, prétendant que la musique transforme en singe, que les mangeurs de porcs sont impurs... Un vrai festival de l'obscurantisme et de la bêtise, qui pourrait prêter à rire jusqu'à ce que l'on se rende compte que ces fous ont un impact, qu'ils sont des stars du web et qu'ils sont prescripteurs dans leur communauté.

Mais cet événement n'a fait que jeter une lumière crue sur les dérives que je constate sur le terrain, comme sur les massacres qui ont endeuillé notre pays en janvier. Tous les islamistes ne sont pas des djihadistes, mais tous ont un projet de société totalitaire, contraire à nos sociétés ouvertes et à nos principes démocratiques et républicains. Et dans certains quartiers, les habitants ne sont infusés que par la propagande islamiste, nul autre discours n'est tenu. Et cela ne concerne pas que les quartiers défavorisés de banlieue. Quand vous a-t-on parlé politique pour la dernière fois ? En donnant du souffle, du sens, des perspectives à une action ? Quand vous a-t-on donné à aimer les principes et idéaux qui ont construit notre République ? Quand avez-vous entendu parler de l'importance de distinguer vie privée et vie publique dans notre façon d'être au monde et de nous constituer en tant que citoyen ? Bref, sur ces questions, je ne me distingue pas de la grande majorité de nos concitoyens : j'ai peur de cette violence aveugle et suicidaire. Je me sens exposée et placée en première ligne par le déni et le silence de ceux qui sont censés nous représenter et incarner la République.

Après les massacres de Charlie, l'assassinat des policiers, la tuerie de l'hyper cacher, la décapitation d'un chef d'entreprise, l'attentat empêché dans le Thalys, je me devais de répondre rationnellement à une angoisse qui menaçait de me submerger. Non que ma peur soit irrationnelle, mais justifiée ou pas, une chose est sûre, la peur ne nous grandit pas, elle nous rabougrit et justifie d'exprimer notre propre violence. Ce qui ne mène pas loin et nous amène parfois à nous positionner d'une manière qui n'est pas constructive et qui accélère ce que l'on voudrait éviter. Cette tentation du vote Front national se ressent dans tous les milieux pourtant elle n'aboutirait qu'à finir le travail de sape entamé par les islamistes : détruire notre monde commun et créer une société tribale sur un système de droits différenciés. Ils ne sont pas d'accord sur qui doit être au sommet de la chaîne alimentaire, mais c'est bien là leur seul vrai point de divergence.

Ces inquiétudes ne sont pas nouvelles. Je vis en banlieue dans le Val-d'Oise à Cergy, une ville où j'ai longtemps pensé que l'on pourrait échapper à la ghettoïsation. On était dans la situation décrite par Woody Allen dans le film Match Point : la balle est sur le filet et selon le côté où elle tombe, tout va basculer ou non. Et bien après avoir longtemps cru que cette balle allait tomber du bon côté, je constate sur ce territoire l'ampleur des dérives communautaristes et ne peux m'empêcher de penser que cela eût pu être évité si l'on n'avait pas sombré dans le clientélisme en matière

de gestion du territoire.

L'arrivée du fondamentalisme dans ces cités s'est traduite par des comportements inadmissibles. Et comme souvent ce sont les femmes qui en sont les premières victimes. Multiplication des femmes abat-jours, provocations autour des Journées de Retrait de l'Ecole, incidents autour de l'école, des activités de loisirs et des hôpitaux... S'ajoute à cela la perte de repères de certains élus, plus préoccupés par les enjeux électoraux que les principes républicains...

Ces nombreux exemples sont autant de signaux d'alarme que notre tissu social est en train de se déliter. Or les élus sont là normalement pour le tisser, l'incarner, le faire vivre, lui donner sens. Quel discours public tenir pour redonner sens à notre monde commun ?

Rien que de poser la question vous expose. D'abord parce qu'elle n'a pas l'air de tarauder nos représentants, ensuite parce qu'elle dérange leurs calculs électoraux basés sur le clientélisme. Or le délinquant ou le fondamentaliste, sont les meilleurs alliés de la pratique clientéliste : plus un groupe ou une communauté est sous emprise, plus elle fait ce qu'on lui demande et suit même son chef dans ses revirements et reniements.

Mais si vous cassez cette omerta, vous êtes projeté sur le banc des accusés, traité d'islamophobe, de fasciste et de raciste. Autant de qualificatifs honteux disqualifiant et discréditant qui font taire l'expression des soutiens et occultent le débat d'idées. J'ai été élevée avec l'idée que l'égalité de droit entre les hommes était naturelle, l'idée selon laquelle différencier les droits en fonction des différences de sexe ou des différences de couleur n'étaient ni légitime, ni juste. Ce qui était pour moi une évidence ne l'est visiblement pas pour tout le monde, même si j'ai mis longtemps à me rendre compte qu'en tant que femme je n'échappais pas à certains stéréotypes sexistes.

Les attentats de Charlie Hebdo ont été un traumatisme pour plusieurs raisons. Une raison générationnelle : j'ai grandi avec Wolinski et Cabu. Surtout Cabu, l'homme de Récré A2 et du Grand Duduche. Ce jour là, on avait assassiné des gens qui n'étaient pas que des archétypes. Ils étaient liés à notre enfance. Avec leur disparition, c'était symboliquement tout un monde qui s'effondrait, celui de la douceur de vivre des sociétés apaisées... Je suis née dans un monde qui m'offrait des garanties : des garanties de civilisation, des garanties de démocratie, des garanties d'égalité, des garanties d'éducation... Et tout d'un coup ce monde ne m'offrait plus aucune certitude et les garanties qui m'avaient été donnée en héritage, les idéaux et les principes qui avaient construit mon rapport à la citoyenneté étaient dévalorisés, attaqués, détournés, ridiculisés avec l'accord de ceux censés les défendre. Car se taire, quand on est élu, face à la volonté de remettre en cause l'égalité entre les hommes et les femmes, ce n'est pas chercher l'apaisement, c'est refuser de prendre ses responsabilités. Faire de la lâcheté une valeur de tolérance, c'est au final ne protéger personne et exposer ceux qu'on est censé protéger. D'ailleurs c'est la société civile aujourd'hui qui paye le prix du sang.

La décapitation d'Hervé Cornara en Isère est à ce titre terrible. Lorsqu'on voit les images des décapitation de l'Etat Islamique, il nous restait comme une dernière frontière. Chez nous on n'égorge pas et on ne décapite pas pour bien donner une dimension rituelle au meurtre. Cette barbarie d'un autre temps semblait aussi appartenir à d'autres lieux. Qu'elle frappe en France de cette manière donnait le sentiment d'une véritable régression de notre pacte social.

C'est de ce constat qu'est partie ma démarche. D'un sentiment de ras-le-bol. Des

mises en accusation à la calomnie, je ne compte plus les noms d'oiseaux qui m'ont été attribués, ni les insultes encaissées. Aujourd'hui, oser rompre l'omerta sur ces sujets dans mon parti, c'est non seulement ne pas être soutenue, mais même se faire tirer dans le dos par sa propre famille politique. Faut-il rappeler que les corps des victimes des attentats de janvier n'étaient pas encore refroidis qu'on entendait déjà les « oui mais » ?

Alors quand j'ai vu, à toute petite échelle, sur mon territoire, qu'un salon islamiste était organisé dans les lieux mêmes qui ont accueilli les obsèques de Charb en janvier dernier, je me suis indignée. Je n'ai pas pensé aux coups que je risquais de prendre, mais au fait qu'être élu oblige.

J'ai donc écrit un communiqué, dont j'étais persuadée qu'il ne dépasserait pas le cercle de mes proches. J'ai été la première surprise de l'impact de cette parole et de la cristallisation qu'elle a suscitée, mais sans les femen, l'événement serait resté confidentiel. Elles ont fait une grosse partie du boulot...

Sur la République et la gauche en général, comment percevez-vous le discours du Parti socialiste et du gouvernement ? Comment aborder et analyser sereinement des sujets qui suscitent la plupart du temps une hystérisation et une crispation du débat public ?

Nous sommes aujourd'hui dans une impasse. Il m'est impossible d'analyser un discours qui n'en est pas un. Un discours qui se paye de mots et qui évite le réel. Un discours qui n'est jamais suivi d'acte ou qui, le plus souvent, est contredit par les actes.

C'est une campagne aux Régionales en Ile-de-France où un coup on cite Tariq Ramadan (ce qui est toujours un appel du pied) et de l'autre on essaie de donner des gages aux défenseurs de la laïcité.

Le problème, dans ce grand écart permanent, c'est que le sens se dissout et la confiance disparaît. Et surtout l'appartenance à un parti ne veut plus rien dire s'il ne se positionne même pas sur ce que sont les fondations de notre monde commun... J'ai deux exemples en tête. Le premier concerne le mémo sur la laïcité que le gouvernement a mis en place à destination des enseignants. Première erreur : Pour qu'un tel document soit structurant, il doit être l'élément d'un tout. Bref, avant d'envoyer un tel document il serait préférable que nos dirigeants politiques traitent de ces questions en amont et les tranche. Qu'ils se positionnent clairement et publiquement sur la laïcité au lieu de le faire au détour d'un livret. Qu'ils assument ce discours et le diffuse comme étant une règle de fonctionnement de notre République et pas une option dans un menu à la carte.

Si l'on considère qu'il s'agit d'un enjeu crucial, il est indispensable d'en parler mais surtout de donner du sens à ce principe constitutif de notre République. Tout comme il faut en penser les limites. Quand elles sont franchies, il doit y avoir sanction. Quand elles sont attaquées, il doit y avoir rappel à l'ordre.

Ce mémo qui, sur la question de la distinction entre la foi et la sciences, est incompréhensible, mal construit et mal pensé risque de poser plus de problèmes qu'il n'en résoudra tant il introduit de confusion... Or la volonté de faire passer la science sous le boisseau de la foi est un objectif clair des islamistes. Au lieu de partir du réel, on fantasme une spiritualité qui n'existe pas. En réalité, dans les collèges et les lycées, nous ne faisons pas face à des gens animés par une spiritualité forte et une exigence intellectuelle, nous faisons face à des gamins habités par des thèses conspirationnistes, des visions racialisées à dimension sexiste et qui utilisent la religion car c'est une arme qui fait peur et qui fait taire. Et comme ils ne cherchent

pas le respect ou que leur définition du respect, c'est inspirer la peur et éteindre toute velléité de contestation de leur fantasme de toute puissance, ils ont trouvé dans l'islamisme une arme d'intimidation massive

L'affaire de l'IUT de Saint-Denis illustre également ce déni. Le président de l'université a fermé les yeux sur des dérives communautaristes pour acheter la paix sociale dans son université. A à la tête de l'IUT d'alors, a été placé un directeur qui a mis l'établissement sous sa coupe, virant les enseignants femmes, pratiquant le népotisme, passant des accords curieux avec des associations peu claires. Au vu des pratiques inqualifiables de cet homme, il a bien fallu se résoudre à se débarrasser de cet individu peu fiable et à le remplacer. Et pour qu'une telle décision soit prise, par l'administration et le Président de l'université, c'est que l'ampleur des dérives étaient visible et tellement importante, qu'il devenait plus dangereux de continuer à fermer les yeux que d'agir... Pour avoir voulu remettre de l'ordre dans son établissement, le nouveau directeur Samuel Mayol a été violemment attaqué par sa propre hiérarchie. Et l'affaire dure encore alors qu'un rapport de l'inspection a confirmé les atteintes à la laïcité et les dysfonctionnements dénoncés. Cela n'a pas inquiété le Président de Paris XIII qui paraît étonnamment bien en cour pour quelqu'un qui a commis d'aussi grosses erreurs de discernement...

Si quand quelqu'un essaie de faire respecter la laïcité dans son établissement, il se voit attaqué en premier lieu par sa hiérarchie, le message est clair : vous voulez une carrière ? Aplatissez-vous ! Si un rapport de l'inspection, bien que constatant des dérives inacceptables, ne fragilise pas le Président qui en est responsable, alors cela signifie que les instances de régulation fonctionnent mal et que le pouvoir effectif de celui qui a le poste s'impose aux instances chargées de vérifier si le travail se fait en respectant et en faisant vivre la règle commune. La garantie de l'Etat n'existe plus.

Quel dirigeant politique aujourd'hui s'expose frontalement sur la laïcité et pose des actes pour la faire respecter ? À part Dominique Calandra, la Maire du XXème, qui a su prendre des positions courageuses sur ces questions-là, alors que tout pourrait la pousser à épouser les logiques clientélistes, vu son territoire ; j'ai également souvenir d'une très belle prise de positions de Danielle Bousquet, une sénatrice et je n'en connais malheureusement pas beaucoup d'autres.

Face à nous les islamistes participent au combat politique et ne dissimulent pas leurs objectifs. Ces derniers nous expliquent que la religion est au-dessus de tout et que la loi de la République doit se plier à la logique religieuse. Ils sont clairs et n'avancent pas masqués. Que répondre à cet obscurantisme qui assume sa volonté de domination ? Comment le faire quand on recrute nos candidats sur des logiques de casting, que la formation ne suit pas et que, faute de vision du monde, on n'a plus rien à dire au peuple... Dans l'épreuve, nos politiques ne sont pas rassurants, ils semblent abonnés aux renoncements, là où la fonction réclame le courage.

C'est ce profond sentiment d'inaction qui vous donne l'envie de vous battre ?

J'ai surtout l'impression d'une mascarade. À force de vouloir donner des gages à tout le monde, on devient les derviches tourneurs du concept inopérant. Fauté d'incarner encore quelque chose, le Parti socialiste est en train de se couper de son électorat. Nous devons prendre acte de ce divorce et ne pas nous cacher derrière des postures électoralistes. Aujourd'hui plus personne ne comprend le positionnement de notre formation politique. Est-ce le parti de la laïcité ou du communautarisme ? De l'économie libérale ou de l'intervention de l'Etat dans l'économie ? Veut-on défendre l'égalité femmes /hommes ou n'importe quelle revendication émanant d'une minorité au détriment du droit des femmes ? Je ne le sais plus. L'étiquette PS ne signifie plus rien.

Ce qui me donne envie de me battre aujourd'hui, c'est paradoxalement un grand sentiment d'échec. J'ai milité plus de 20 ans au PS et j'ai devant moi une France déchirée, qui ne sait plus parler d'elle et des grandes idées qu'elle a donnée au monde, une France qui a inventé le concept de laïcité pour pouvoir garantir une société ouverte et qui est attaquée pour ce qu'elle est symboliquement.

J'ai envie de me battre aujourd'hui parce que j'entends toutes ces mères qui ne savent plus quoi transmettre à leurs enfants car elles pensent que leur monde est déjà mort et que celui qui se lève n'apporte guère de promesses. J'ai envie de me battre parce que je suis aussi une de ces mères et que je ne veux pas que mes enfants grandissent dans ce monde de violence qui est déjà en partie le nôtre. J'ai envie de me battre car je crois encore qu'un monde commun est non seulement désirable, mais possible. J'ai envie de me battre car si les politiques sont dans le déni, la société, elle, a les yeux ouverts et est debout. Et elle mérite que ses représentants lui ressemblent...

Que répondez-vous à ceux qui vous accusent de stigmatiser une communauté par vos propos ? La République garantit la liberté de conscience. Comment répondre à cette tentation de l'amalgame entre les fondamentalistes et les simples croyants ?

Aujourd'hui, c'est le déni qui alimente la stigmatisation car il laisse face à face islamistes et FN, accréditant l'image d'une France qui n'intégrerait pas ses habitants les plus récents et d'un parti qui aurait le monopole de l'ancrage dans le réel.

Pire même, certains sujets deviennent tabous et ne permettent pas d'avancer. Si les islamistes font de leur haine du juif et de la femme, une grille de lecture du monde, c'est aussi parce qu'elle leur permet d'entrer en résonance avec un fond de sauce communautaire peu ragoutant, mais malheureusement opérant : l'antisémitisme et le sexisme sont répandus dans nos Cités où on lit l'actualité sous l'angle monomaniacal du conflit israélo-palestinien et où on n'est jamais si bas, quand on est un homme, que l'on n'ait encore toutes les femmes en dessous de soi...

Or refuser d'aborder ces sujets par peur de stigmatiser, c'est vouer certaines populations à l'obscurantisme, car on laisse alors au seul discours communautariste et religieux, le soin de transmettre une représentation du monde et de la place de l'homme. C'est surtout ne pas donner à certains les clés et les codes du monde dans lequel ils devront s'intégrer et les vouer à la marge.

Les musulmans seraient-ils d'une autre nature que nous qu'ils ne pourraient pas désirer l'émancipation, vouloir l'égalité, aspirer à la liberté ? Serait-ce un luxe dont seuls les occidentaux seraient dignes, les autres ne pouvant s'élever au dessus du coutumier et de la tradition ?

Et puis, pourquoi séparer artificiellement les musulmans des autres citoyens ? La frontière passe entre ceux qui acceptent que la loi de la République est celle qui gouverne la sphère publique – ce qui ne pose pas de problème à de nombreux musulmans – et ceux qui estiment que la religion est au dessus de la loi. Si l'on arrive à réinstaller cette vraie frontière, il n'y aura plus de problème de stigmatisation.

Une deuxième chose est pour moi essentielle : l'intégration à la République et l'adhésion à ses principes ne se posent pas qu'aux musulmans mais à chacun d'entre nous. Personne ne naît armé ni outillé pour faire la différence entre sphère publique et sphère privée ; personne n'a en soi le sens de la transcendance, ni le degré d'exigence qu'implique le dépassement de toutes nos identités secondaires (âge, statut, sexe, religion, philosophie...) pour construire ensemble le lieu du commun.

Je ne rappellerai jamais assez à quel point cette élévation est complexe. C'est une démarche exigeante à laquelle il faut savoir donner du sens. Et ce travail doit être fait à destination de tous nos concitoyens. Or ce travail n'est effectué aujourd'hui par personne, ce qui laisse un arrière goût d'abandon assez désagréable. Aussi est-il difficile de reprocher à ceux qui n'entendent pas ce discours intégrateur, de détruire nos idéaux sans balayer devant la porte des partis : si la République n'a guère de sens pour la part la plus acculturée de nos banlieues, c'est aussi parce que ceux qui sont censés être parfaitement intégrés ont aussi perdu le sens commun et le sens du commun.

J'ai reçu de nombreux témoignages à la suite de mes sorties médiatiques. L'un d'entre eux m'a particulièrement touchée. Celui d'une femme qui m'a dit qu'en me lisant elle avait découvert le mot « émancipation ». Elle ne l'avait jamais entendue...

Quand allons-nous pouvoir parler de laïcité de façon intelligente ? Non comme un dogme mais comme un état d'esprit et un mouvement d'élévation. Comme un élan vers ce qui nous rassemble et nous permet de vivre dans la société des égaux. Il y a des mots qu'on a tellement dévoyés qu'ils sont sortis de la tête des gens. Cette jeune fille n'avait été imprégnée que par des discours rétrogrades. Elle a cherché un autre discours et a trouvé le mien qui ne pèse pas grand chose malheureusement tant ce discours n'est pas dans la ligne de ce que porte aujourd'hui la gauche, alors qu'il est pourtant tiré de son ADN. Je suis un individu, pas un pouvoir constitué et je ne représente pas un débouché. Ce n'est pas moi qui devrais être une ressource mais le parti socialiste, ou un autre parti... En tout cas une force collective...

Il est vrai qu'à gauche, il n'y a plus d'offre politique républicaine, émancipatrice, claire sur l'égalité femmes /hommes. Je ne doute pas que cette force se créera et émergera, et peut-être verront nous en France, ce que l'on a vu ailleurs, de nouvelles formations arriver et les anciennes tomber du jour au lendemain à un score ridicule qui reflète la réalité de leur inscription dans le champ politique, leur matelas de 25% n'étant qu'une survivance qui se tarit quand jaillit une offre politique enfin adaptée aux attentes des citoyens.

Une dernière question sur l'Islam en France : comment, selon vous, organiser le culte musulman ?

Je ne pense pas que ce soit une bonne manière d'appréhender les choses. Je ne suis pas spécialiste des religions et encore moins de l'Islam. Je n'ai pas à dire si l'Islam est une religion d'amour ou de haine. Je me fiche éperdument de savoir ce qu'est un bon ou un mauvais musulman : cela ne me concerne pas. C'est du domaine privé. Je combats les propos obscurantistes quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent. Et quand bien même le Coran, ou tout autre livre sacré, dirait que l'oppression de la femme est légitime, je me dresserai au nom de l'humanisme. Mon propos est de rappeler la distinction fondamentale entre la sphère publique et la sphère privée. Toute personne pensant que la loi de la République est au dessus de ses convictions personnelles a toute sa place dans le pays.

Mieux vaut ne pas mettre la charrue avant les bœufs. Commençons par retrouver le sens de la République, exigeons de nos élus qu'ils fassent preuve de courage et qu'ils expriment et incarnent l'esprit de notre pays et de ses lois, et nous aurons déjà fait un sacré pas en avant. Soyons clairs sur l'exigence et les efforts que réclame l'intégration à notre sphère publique ? rappelons que cet effort concerne tout le monde et sanctionnons sans fausse honte les atteintes à la laïcité. Demandons des comptes à tous ceux qui ont la charge de veiller sur nos institutions et remplaçons-les s'ils faillissent à leur mission. Etre haut fonctionnaire oblige, ce n'est pas une

sinécure. Soyons clairs sur la question du voile, qui est un moyen de pression, de provocation et un outil politique ciblant l'égalité entre les femmes et les hommes, et cessons d'en être dupe. Acceptons que ce signe puisse être vu comme une rupture de l'acceptation de notre contrat social et qu'il soit légitime de refuser l'embauche ou de licencier quelqu'un qui se met à le porter. Arrêtons la complaisance et le discours victimaire, ensemençons les têtes avec les mots de l'émancipation plutôt que ceux de la soumission et on verra si la question de la formation des imams sera toujours aussi essentielle...

En attendant, autant je trouve que former des médecins, des instituteurs, des éducateurs est essentiel ; autant la formation d'imams par l'Etat ne me paraît pas une priorité. Je ne suis pas loin de penser que cela a tout de la fausse bonne idée... Nos idéaux humanistes sont beaux, soyons en fiers et remettons à leur place ceux qui n'ont que la domination comme façon d'être au monde : laissons islamistes, extrême droite et gauche identitaire rivaliser dans le totalitarisme et plutôt que de former des imams, apprenons à aimer les idéaux auxquels notre histoire intellectuelle a donné naissance.

Le pire, c'est que ce qui est à la mode, en matière de religion, n'a rien à voir avec la spiritualité. Les imams débiles dont nous parlions au début ont un tel impact, parce qu'ils sont nuls en théologie mais qu'ils ont, en revanche, tout compris de la soif de puissance et de la frustration de leur auditoire. Ceux-là ne viennent pas malgré la violence du discours, mais pour elle... Et le fait de créer, ou pas, des instituts de formation d'imams ne répond pas à cette réalité-là.